ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 26 novembre 1999, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les règles de l'organisation et du fonctionnement de la Chambre nationale des notaires", a donné le 20 décembre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 26 november 1999 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de Nationale Kamer van notarissen", heeft op 20 december 1999 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Préambule

Il y a lieu d'écrire :

"Vu la loi ..., notamment l'article 116, inséré par la loi du 4 mai 1999;".

Dispositif

Article 2

1. A la première phrase, il y a lieu d'écrire :

"... du nombre total des représentants des compagnies des notaires ...".

2. A la deuxième phrase, il est conseillé d'écrire :

"La demande est envoyée au comité de direction par lettre missive ...".

3. A la troisième phrase, il faut omettre le mot "Toutefois".

Article 4

1. A l'alinéa 1er, première phrase, il est conseillé d'écrire :

"Les convocations aux assemblées générales, signées par le président ou le secrétaire du comité de direction, ...".

2. A l'alinéa 2, il y a lieu de supprimer les deux virgules.

Article 5

La seconde phrase de l'alinéa 1er doit être rédigée comme suit :

"Si l'assemblée générale n'approuve pas le budget, elle doit, à la demande de la majorité des membres présents ...".

Article 6

1. A l'alinéa 1er, il serait préférable d'écrire :

"L'assemblée générale ne peut valablement prendre des décisions que si au moins les deux tiers des membres sont présents.".

2. Selon le texte en projet, lorsqu'une assemblée générale ne réunit pas au moins les deux tiers de ses membres, une deuxième assemblée générale doit être convoquée. Si la deuxième assemblée générale ne réunit pas au moins la moitié de ses membres, une troisième assemblée générale doit être convoquée. Lors de cette troisième assemblée générale, l'on applique les règles prévues pour la première assemblée générale, et ainsi de suite. Le texte en projet établit ainsi un mécanisme qui risque de n'avoir pas de fin. Afin d'éviter cette conséquence, tout en essayant d'obtenir l'adhésion la plus large possible des représentants des notaires aux décisions prises par l'assemblée générale, le fonctionnaire délégué suggère que, lors de la troisième assemblée générale, la décision soit prise quel que soit le nombre des membres présents.

Article 8

1. A l'alinéa 2, il est suggéré d'écrire :

"Le vote sur appel nominal a lieu à haute voix, par bulletins signés ou au scrutin secret.".

2. A l'alinéa 3, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que le scrutin secret ne peut avoir lieu par système électronique que si celui-ci permet de sauvegarder l'anonymat du vote.

3. A l'alinéa 4, mieux vaut mentionner également "les désignations" (Cf. article 38, § 5, alinéa 2, de la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat).

Article 9

1. En vertu de l'article 92, § 3, alinéas 2 et 3, de la loi du 25 ventôse an XI précitée, la composition du comité de direction doit respecter certains équilibres. D'une part, le président et le vice-président, le secrétaire et le trésorier, et chacun des deux rapporteurs, doivent appartenir à des groupes linguistiques différents. D'autre part, les membres du comité de direction doivent être issus des cinq ressorts des cours d'appel et au moins trois membres doivent avoir leur résidence dans un arrondissement judiciaire n'abritant pas le siège d'une cour d'appel. Interpellé sur l'absence de règle permettant de concilier le respect de ces critères avec l'organisation d'une élection démocratique, le fonctionnaire délégué a répondu en ces termes :

> "- Artikel 9, eerste lid, inzake de verkiezing van de leden van het directiecomité.
>
> ...
>
> De complexe samenstelling van het directiecomité en de variabele duur van het mandaat vereisen een grote soepelheid inzake de voordracht van kandidaturen en de wijze van verkiezen.
>
> Daarom geven wij er de voorkeur aan om de voordrachten en verkiezingen in een huishoudelijk reglement vast te stellen op grond van artikel 91, 1e lid, 11°, van de nieuwe wet op het notarisambt. Op dit

ogenblik kunnen wij immers niet alle situaties voorzien die zich kunnen voordoen.

...".

En vertu de l'article 116 de la loi du 25 ventôse an XI précitée, c'est cependant au Roi qu'il appartient de déterminer les règles de l'organisation et du fonctionnement de la Chambre nationale des notaires. Il convient donc que le texte en projet fixe au moins les règles principales qui régiront l'élection des membres du comité de direction, le règlement d'ordre intérieur précisant seulement les modalités pratiques (1).

2. Il convient d'omettre les mots "pour quelque cause que ce soit" figurant à l'alinéa 2. L'observation vaut également pour l'article 17.

3. Le même alinéa 2 dispose que si un membre du comité de direction doit être remplacé avant la fin de son mandat, il peut être procédé à une "élection intermédiaire" par la prochaine assemblée générale. Les assemblées générales ayant lieu tous les quatre mois environ, il serait utile de prévoir comment seront exercées les fonctions du

---

(1) L'auteur du projet pourrait s'inspirer de l'arrêté royal du 15 février 1999 "déterminant la procédure d'élection des membres-magistrats du Conseil supérieur de la justice", publié au Moniteur belge du 26 février 1999.

membre à remplacer en attendant l'élection de son successeur (1).

Par ailleurs, mieux vaut écrire :

"... il est procédé à l'élection de son remplaçant lors de la prochaine assemblée générale.".

4. Le texte en projet ne contient aucune précision en ce qui concerne les réunions du comité de direction, notamment en ce qui concerne le quorum et les votes. Il convient de combler cette lacune.

Article 10

Il est conseillé de rédiger l'article comme suit :

"Les membres du comité de direction conservent leur droit de vote au sein de l'assemblée générale.".

---

(1) A titre d'exemple, l'article 55 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales dispose, en son alinéa 4, que "En cas de vacance d'une place d'administrateur et, sauf disposition contraire dans les statuts, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive".

Article 11

Les deux premiers alinéas seront omis. En effet, l'article 38, § 5, alinéa 2, de la loi du 25 ventôse an XI précitée dispose déjà que les membres effectifs, notaires, des commissions de nomination et leurs suppléants sont désignés par les membres de l'assemblée générale de la Chambre nationale des notaires qui appartiennent respectivement au rôle linguistique néerlandais ou français. Quant à l'article 38, § 5, alinéa 4, il précise que le rôle linguistique d'un notaire est déterminé par la langue de son diplôme de licencié en notariat (1). Le texte en projet s'écarte de la loi du 25 ventôse an XI puisqu'il ne se fonde pas sur le rôle linguistique des notaires membres de l'assemblée générale de la Chambre nationale des notaires, mais sur la situation géographique de la compagnie dont ils sont les représentants.

Article 12

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 6.

---

(1) L'article 38, § 5, alinéa 4, vise certes le rôle linguistique du notaire désigné pour faire partie de l'une ou l'autre commission de nomination. Il n'y a cependant pas de raison de penser que cette définition ne s'applique pas à l'ensemble des notaires composant l'assemblée générale de la Chambre nationale des notaires.

Article 13

1. En vertu de l'article 38, § 4, alinéa 1er, de la loi du 25 ventôse an XI précitée, chaque commission de nomination est composée notamment :

1° de trois notaires issus de trois compagnies différentes dont un est nommé depuis moins de cinq ans;

2° d'un notaire associé non titulaire.

Il convient, dès lors, de préciser qu'il y a deux élections distinctes : l'une pour désigner les trois notaires, l'autre pour désigner le notaire associé non titulaire.

Interpellé, en ce qui concerne l'élection des notaires, sur l'absence de règle permettant de concilier le respect des équilibres prévus par l'article 38, § 4, alinéa 1er, 1°, avec les exigences d'une élection démocratique, le fonctionnaire délégué a répondu en ces termes :

> "De organisatie van de verkiezingen en - met name - de wijze waarop de kandidaten worden aangebracht die aan de wettelijke voorwaarden voldoen, is weerom een zaak voor een huishoudelijk reglement. Ook hier is er weer een complexe samenstelling (geografische spreiding - met mogelijkheid van beurtrol voor de genootschappen), een beperkte duur van het mandaat en de mogelijkheid van tussentijdse vervangingen. Deze maken een grote soepelheid op het vlak van de reglementering noodzakelijk. Om te kunnen inspelen op onvoorziene omstandigheden moet de algemene vergadering kunnen ingrijpen en desnoods het reglement aanpassen. De verkiezingen van vertegenwoordigers in de benoemingscommissies kunnen moeilijk worden uitgesteld totdat het KB aangepast is.".

Il convient cependant que le texte en projet fixe au moins les règles principales qui régiront l'élection des membres des commissions de nomination, le règlement d'ordre intérieur précisant seulement les modalités pratiques.

2. Il résulte de l'article 13, alinéas 2 et 3, que plusieurs candidats pourraient obtenir la majorité absolue des suffrages émis. Cette situation est possible si l'on procède à un vote poste par poste. Mais le système mis en place semble incompatible avec la nécessité de respecter les équilibres prévus à l'article 38, § 4, alinéa 1er, 1°, de la loi du 25 ventôse an XI précitée.

Chapitre IV

1. Dès lors qu'il concerne les obligations des compagnies de notaires envers la Chambre nationale des notaires, le chapitre IV excède l'habilitation contenue à l'article 116 de la loi du 25 ventôse an XI qui sert de fondement légal au texte en projet. Cette disposition habilite seulement le Roi à déterminer les règles de l'organisation et du fonctionnement de la Chambre nationale des notaires.

Les articles 14, 16, alinéa 1er, et 17 peuvent cependant être considérés comme des mesures pratiques d'exécution et trouver un fondement suffisant dans le pouvoir réglementaire d'exécution du Roi prévu à l'arti-

cle 108 de la Constitution. Par contre, les articles 15 et 16, alinéa 2, excèdent ce pouvoir d'exécution (1).

2. Les articles 14 et 17 pourraient être groupés et constituer les deux alinéas d'un article unique.

Article 18

Le texte suivant est proposé :

"Art. ... La Chambre nationale des notaires peut recruter le personnel nécessaire à son fonctionnement, sous contrat de travail.".

---

(1) Le fonctionnaire délégué a précisé ce qui suit :

"- Artikel 16, tweede lid, inzake de verhoging van de wettelijke rentevoet.

De wettelijke rentevoet wordt als referentierentevoet gebruikt. Men had evengoed de intrestvoet van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid voor investeringskredieten op lange termijn kunnen gebruiken.

De verhoging is een aansporing om niet te treuzelen met het doorstorten.
Het gaat dus niet om een verhoging van de wettelijke rentevoet.

Een koninklijk besluit kan in een penaliteit voorzien. Eventueel kan men dit als een "bovengrens" aanduiden : "verhoogd met een verwijlintrest die niet hoger kan zijn dan de wettelijke rentevoet verhoogd met 2 punten."".

Chapitre VI

Il convient d'intituler le chapitre VI "Dispositions transitoires et finales".

Observation finale

Le texte néerlandais du projet doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Er behoort te worden geschreven :

"Gelet op de wet van ..., inzonderheid op artikel 116, ingevoegd bij de wet van 4 mei 1999;".

Dispositief

Artikel 2

1. In de eerste zin behoort te worden geschreven :

"... van het totale aantal vertegenwoordigers ...".

2. Er wordt aangeraden om in de tweede zin te schrijven :

"Het verzoek wordt bij gewone brief aan het directiecomité gericht ...".

3. In de derde zin dient het woord "echter" te vervallen.

Artikel 4

1. Voorgesteld wordt de eerste zin van het eerste lid als volgt te redigeren :

"De oproepingen voor de algemene vergaderingen, ondertekend door de voorzitter of de secretaris, worden ten minste vijftien dagen voor de vergadering bij gewone brief verzonden ...".

2. In het tweede lid van de Franse tekst zouden de beide komma's moeten vervallen.

Artikel 5

De tweede zin van het eerste lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Als de algemene vergadering de begroting niet goedkeurt, moet zij op verzoek van de meerderheid van de aanwezige leden ...".

Artikel 6

1. Het verdient aanbeveling het eerste lid als volgt te stellen :

"De algemene vergadering kan alleen geldig beslissen wanneer ten minste twee derde van de leden aanwezig is.".

2. Volgens de ontworpen regeling dient een tweede algemene vergadering te worden samengeroepen als op een eerste algemene vergadering niet ten minste twee derde van de leden aanwezig is. Als op die tweede algemene vergadering niet ten minste de helft van de leden aanwezig is, dient een derde algemene vergadering te worden samengeroepen. Op die derde algemene vergadering worden de regels toegepast die voor de eerste algemene vergadering gelden, enzovoort. Bij de ontworpen regeling wordt aldus een procedure ingevoerd die het gevaar inhoudt dat ze nooit afgewerkt raakt. Om dat gevolg te voorkomen en er tegelijk voor te zorgen dat zo veel mogelijk vertegenwoordigers van de notarissen zich bij de beslissingen van de algemene vergadering aansluiten, stelt de gemachtigde ambtenaar voor dat tijdens de derde algemene vergadering beslissingen worden genomen ongeacht het aantal aanwezige leden.

Artikel 8

1. Voorgesteld wordt het tweede lid als volgt te redigeren :

"De stemming bij naamafroeping geschiedt hardop, door middel van ondertekende stembriefjes of bij geheime stemming.".

2. In verband met het derde lid wordt de aandacht van de steller van het ontwerp erop gevestigd dat een geheime stemming alleen elektronisch mag plaatsvinden als zodoende niet dat achterhaald kan worden wie welke stem heeft uitgebracht.

3. In het vierde lid wordt het best tevens verwezen naar de aanwijzingen (Cf. artikel 38, § 5, tweede lid, van de wet van 25 ventôse jaar XI op het notarisambt).

Artikel 9

1. Krachtens artikel 92, § 3, tweede en derde lid, van de voormelde wet van 25 ventôse jaar XI, moeten bij de samenstelling van het directiecomité bepaalde verhoudingen in acht worden genomen. In de eerste plaats moeten de voorzitter en de vice-voorzitter, de secretaris en de penningmeester en elk van beide verslaggevers tot verschillende taalgroepen behoren. Voorts moeten de leden van het directiecomité uit de vijf rechtsgebieden van de hoven van beroep komen en dienen ten minste drie leden hun standplaats te hebben in een gerechtelijk arrondissement waarin geen zetel van een hof van beroep gelegen is. De gemachtigde ambtenaar heeft als volgt geantwoord op vragen in verband met het ontbreken van regels om het mogelijk te maken dat, met inachtneming van die criteria, toch nog een democratische verkiezing wordt gehouden :

> "- Artikel 9, eerste lid, inzake de verkiezing van de leden van het directiecomité.
>
> ...

De complexe samenstelling van het directiecomité en de variabele duur van het mandaat vereisen een grote soepelheid inzake de voordracht van kandidaturen en de wijze van verkiezen.

Daarom geven wij er de voorkeur aan om de voordrachten en verkiezingen in een huishoudelijk reglement vast te stellen op grond van artikel 91, 1e lid, 11°, van de nieuwe wet op het notarisambt. Op dit ogenblik kunnen wij immers niet alle situaties voorzien die zich kunnen voordoen.

...".

Krachtens artikel 116 van de voornoemde wet van 25 ventôse jaar XI staat het nochtans aan de Koning om de regels inzake organisatie en werking van de Nationale Kamer van notarissen te bepalen. In de ontworpen tekst dienen dan ook op zijn minst de hoofdregels te worden vastgelegd die voor de verkiezing van de leden van het directiecomité zullen gelden, zodat in het huishoudelijk reglement alleen de praktische regeling behoeft te worden bepaald (1).

2. In het tweede lid dienen de woorden "om welke reden ook" te vervallen. Deze opmerking geldt ook voor artikel 17.

3. In datzelfde tweede lid wordt bepaald dat wanneer een lid van het directiecomité vóór het einde van zijn mandaat moet worden vervangen, op de eerstvolgende algemene vergadering een tussentijdse verkiezing kan worden

---

(1) De steller van het ontwerp zou kunnen steunen op het koninklijk besluit van 15 februari 1999 houdende de vaststelling van de verkiezingsprocedure voor de leden-magistraten van de Hoge Raad voor de Justitie, dat in het Belgisch Staatsblad van 26 februari 1999 is bekendgemaakt.

gehouden. Aangezien de algemene vergaderingen ongeveer om de vier maanden plaatshebben, zou het nuttig zijn te bepalen hoe de functie van het te vervangen lid wordt uitgeoefend in afwachting van de verkiezing van zijn opvolger (1).

Overigens is het beter te schrijven :

"... vervangen dient te worden, wordt zijn plaatsvervanger op de eerstvolgende algemene vergadering verkozen.".

4. De ontworpen tekst bevat geen enkele bijzonderheid betreffende de vergaderingen van het directiecomité, inzonderheid niet wat het quorum en de stemmingen betreft. Die leemte behoort te worden aangevuld.

Artikel 10

Er wordt voorgesteld dit artikel als volgt te redigeren :

"De leden van het directiecomité behouden hun stemrecht in de algemene vergadering.".

---

(1) Zo wordt in artikel 55, vierde lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen het volgende bepaald :
"Wanneer een plaats van bestuurder openvalt, hebben de overblijvende bestuurders het recht om voorlopig in de vacature te voorzien, indien de statuten niet anders bepalen. In dat geval zal de algemene vergadering in haar eerstvolgende bijeenkomst de definitieve benoeming doen.".

Artikel 11

De eerste twee leden behoren te vervallen. Artikel 38, § 5, tweede lid, van de voormelde wet van 25 ventôse jaar XI bepaalt reeds dat de werkende leden van de benoemingscommissies die notaris zijn en hun plaatsvervangers respectievelijk worden aangewezen door de leden van de algemene vergadering van de Nationale Kamer van notarissen naargelang zij tot de Nederlandse of de Franse taalrol behoren. Artikel 38, § 5, vierde lid, bepaalt dat de taalrol van een notaris bepaald wordt door de taal van zijn diploma van licentiaat in het notariaat (1). De ontworpen tekst wijkt af van de wet van 25 ventôse jaar XI, aangezien hij niet op de taalrol van de notarissen die lid zijn van de algemene vergadering van de Nationale Kamer van notarissen gebaseerd is, maar wel op de geografische ligging van het genootschap dat ze vertegenwoordigen.

Artikel 12

Er wordt verwezen naar de opmerking onder artikel 6.

---

(1) Artikel 38, § 5, vierde lid, heeft weliswaar betrekking op de taalrol van notarissen die zijn aangewezen om deel uit te maken van de ene of de andere benoemingscommissie, maar er is geen reden om te denken dat deze definitie niet voor alle notarissen die lid zijn van de algemene vergadering van de Nationale Kamer van notarissen zou gelden.

Artikel 13

1. Krachtens artikel 38, § 4, eerste lid, van de voormelde wet van 25 ventôse jaar XI bestaat elke benoemingscommissie onder meer uit :

1° drie notarissen, waarvan er één minder dan vijf jaar benoemd is, uit drie verschillende genootschappen;

2° één geassocieerd notaris die geen titularis is.

Bijgevolg moet worden gepreciseerd dat er twee afzonderlijke verkiezingen worden gehouden : één om de drie notarissen aan te wijzen en één om de geassocieerde notaris die geen titularis is, aan te wijzen.

De gemachtigde ambtenaar heeft ten aanzien van de verkiezing van notarissen als volgt geantwoord op vragen in verband met het ontbreken van regels om het mogelijk te maken dat, met inachtneming van de verhoudingen voorgeschreven bij artikel 38, § 4, eerste lid, 1°, toch nog een democratische verkiezing wordt gehouden :

> "De organisatie van de verkiezingen en - met name - de wijze waarop de kandidaten worden aangebracht die aan de wettelijke voorwaarden voldoen, is weerom een zaak voor een huishoudelijk reglement. Ook hier is er weer een complexe samenstelling (geografische spreiding -met mogelijkheid van beurtrol voor de genootschappen), een beperkte duur van het mandaat en de mogelijkheid van tussentijdse vervangingen. Deze maken een grote soepelheid op het vlak van de reglementering noodzakelijk. Om te kunnen inspelen op onvoorziene omstandigheden moet de algemene vergadering kunnen ingrijpen en desnoods het reglement aanpassen.

De verkiezingen van vertegenwoordigers in de benoemingscommissies kunnen moeilijk worden uitgesteld totdat het KB aangepast is.".

De ontworpen tekst moet evenwel op zijn minst de hoofdregels bevatten die voor de verkiezing van de leden van de benoemingscommissies zullen gelden, zodat in het huishoudelijk reglement alleen de praktische regeling behoeft te worden bepaald.

2. Uit artikel 13, tweede en derde lid, blijkt dat verscheidene kandidaten de absolute meerderheid van de uitgebrachte stemmen kunnen behalen. Dat is mogelijk als voor elke post afzonderlijk wordt gestemd. Het ingevoerde systeem lijkt evenwel onverenigbaar met de noodzaak om de verhoudingen voorgeschreven bij artikel 38, § 4, eerste lid, 1°, van de voornoemde wet van 25 ventôse jaar XI in acht te nemen.

Hoofdstuk IV

1. Aangezien hoofdstuk IV betrekking heeft op de verplichtingen van de genootschappen van notarissen ten aanzien van de Nationale Kamer van notarissen overschrijdt het de machtiging die vervat is in artikel 116 van de wet van 25 ventôse jaar XI, dat als rechtsgrond van de ontworpen tekst dient. Krachtens deze bepaling is de Koning alleen gemachtigd om de regels inzake organisatie en werking van de Nationale Kamer van notarissen te bepalen.

De artikelen 14, 16, eerste lid, en 17, kunnen evenwel als praktische uitvoeringsmaatregelen worden beschouwd en kunnen voldoende rechtsgrond ontlenen aan de verordenende uitvoeringsbevoegdheid van de Koning, die in artikel 108 van de Grondwet besloten ligt. De artikelen 15 en 16, tweede lid, vallen evenwel buiten het bestek van die uitvoeringsbevoegdheid (1).

2. De artikelen 14 en 17 zouden kunnen worden samengevoegd en zouden de twee leden van één artikel kunnen vormen.

---

(1) De gemachtigde ambtenaar heeft het volgende gepreciseerd :

"- Artikel 16, tweede lid, inzake de verhoging van de wettelijke rentevoet.

De wettelijke rentevoet wordt als referentierentevoet gebruikt. Men had evengoed de intrestvoet van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid voor investeringskredieten op lange termijn kunnen gebruiken.

De verhoging is een aansporing om niet te treuzelen met het doorstorten.
Het gaat dus niet om een verhoging van de wettelijke rentevoet.

Een koninklijk besluit kan in een penaliteit voorzien. Eventueel kan men dit als een "bovengrens" aanduiden : "verhoogd met een verwijlintrest die niet hoger kan zijn dan de wettelijke rentevoet verhoogd met 2 punten."".

Artikel 18

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. ...". De Nationale Kamer van notarissen kan het personeel dat noodzakelijk is voor haar werking in dienst nemen bij arbeidsovereenkomst.".

Hoofdstuk IV

Het opschrift van hoofdstuk VI behoort als volgt te worden gesteld : "Overgangs- en slotbepalingen".

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van een aantal artikelen van het ontwerp behoeft uit een oogpunt van correct taalgebruik enige verbetering. Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen worden de hierna volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 9

In het eerste lid, laatste zin, schrijve men : "treden in functie" in plaats van "nemen hun functie op". Een soortgelijke opmerking geldt voor het tweede lid.

Art. 13

In het eerste lid schrijve men aan het begin van de eerste volzin : "Tot werkend of plaatsvervangend lid ... zijn verkozen ..."

In het derde lid schrijve men : "Indien na de tweede stemronde ... mandaten zijn toegewezen ... behaald. Het aantal ... te verlenen mandaten."

Hoofdstuk IV

In het opschrift van het hoofdstuk schrijve men : ... ten aanzien van de Nationale Kamer van notarissen."

La chambre était composée de

Messieurs J.-J. STRYCKMANS, premier président,
de Heren eerste voorzitter,

Y. KREINS, conseillers d'Etat,
P. QUERTAINMONT, staatsraden,

J. KIRKPATRICK, assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme I. LEYSEN, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. I. LEYSEN, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS